

NEF

Regards sur les dix premières années de vie active d'une génération

**Premiers résultats de l'enquête 2008
auprès de la génération 98**

Isabelle Recotillet, Pascale Rouaud, Florence Ryk

**NOTES
EMPLOI
FORMATION**

45

avril 2011

Céreq

Déjà parus

■ ***Le système d'orientation. Entre choix individuels et contraintes d'action publique***

Thierry Berthet, Yvette Grelet, Claudine Romani (coord.)

NEF 36, octobre 2008

■ ***Très petites, petites et moyennes entreprises : entre tradition et innovation***

Elyes Bentabet

NEF 37, octobre 2008

■ ***La VAE en entreprise : une démarche collective qui soutient des projets individuels***

Damien Brochier, Françoise Kogut-Kubiak, Chantal Labruyère, Nathalie Quintero

NEF 38, novembre 2008

■ ***Les professions intermédiaires dans les entreprises***

Martine Möbus, avec le concours d'Anne Delanoë

NEF 39, janvier 2009

■ ***L'apprentissage au sein de l'Éducation nationale : une filière sortie de la clandestinité***

Jean-Jacques Arrighi, Damien Brochier

NEF 40, avril 2009

■ ***Qui sort de l'enseignement secondaire ?***

Jean-Jacques Arrighi, Céline Gasquet, Olivier Joseph

NEF 41, juin 2009

■ ***L'insertion des sortants de l'enseignement secondaire***

Jean-Jacques Arrighi, Céline Gasquet, Olivier Joseph

NEF 42, juin 2009

■ ***De l'enseignement supérieur à l'emploi : voies rapides et chemins de traverse***

Julien Calmand, Dominique Epiphane, Pierre Hallier

NEF 43, octobre 2009

■ ***Techniciens et professions intermédiaires des entreprises***

Martine Möbus

NEF 44, mai 2010

La liste complète des NEF parues peut être consultée
sur le site internet du Céreq

www.cereq.fr

La collection Notes Emploi Formation regroupe des textes qui présentent des résultats d'études réalisées dans le cadre des activités du Céreq et de son réseau. Elle propose des analyses récentes sur les diverses dimensions de la relation entre formation et emploi. Ces notes, éventuellement amendées et enrichies, pourront être ultérieurement publiées sur d'autres supports.

Synthèse

L'enquête « Génération 1998 à dix ans » réalisée par le Céreq interroge les jeunes de tous niveaux de formation dix ans après qu'ils soient sortis de formation initiale en 1998. Elle fait suite aux trois interrogations précédentes réalisées en 2001, 2003 et 2005 et en confirme les principaux résultats : les jeunes de la Génération 1998 s'insèrent durablement. Malgré la détérioration du contexte économique, leur taux de chômage diminue (7,1% en 2008) et leur taux d'emploi augmente après dix années de vie active. À la veille de la crise de 2008, 88,5 % des individus travaillent, et la majorité d'entre eux ont des emplois à durée indéterminée (89,6 %).

En 2005, la Génération 98 était déjà entrée dans un processus de stabilisation dans l'emploi. Celui-ci se poursuit en 2008, bien que certains jeunes en soient exclus. En moyenne, les jeunes ont passé huit ans et demi en emploi sur les dix années d'observation, et cinq ans et demi chez le même employeur. Entre la septième et la dixième année de vie active, les changements d'employeurs sont deux fois moins importants que pendant les trois premières années, mais toujours plus nombreux pour les moins diplômés. Sur cette même période, il en est de même pour les mobilités promotionnelles dont le rythme ralentit, puisque 88 % des jeunes qui travaillent sont dans la même catégorie socioprofessionnelle. Cette stabilité s'accompagne de priorités davantage axées sur la vie privée : en 2008, 32 % souhaitent désormais ménager leur vie hors travail alors qu'ils n'étaient que 25 % à le vouloir trois ans plus tôt (soit en 2005) et moins de 15 % trois ans après leur sortie de formation initiale (c'est-à-dire en 2001).

L'accès et le maintien dans des postes stables permet de faire progresser les revenus salariaux entre la troisième et la dixième année de vie active, même si, les écarts observés par niveaux de diplômes ne se réduisent pas avec l'ancienneté. En 2008, la moitié des jeunes entrés sur le marché du travail en 1998 peuvent espérer un revenu salarial supérieur à 1 400 euros nets, soit 25 % de plus qu'après 3 ans de vie active (évolution en euros constants, base 2001).

L'accroissement de la stabilité professionnelle et les progressions salariales ne doivent pour autant dissimuler une réalité différente pour les hommes et les femmes. S'ils occupent des emplois à durée indéterminée dans des proportions identiques, les jeunes femmes occupent beaucoup plus fréquemment des postes à temps partiel. En 2008, 34 % des femmes non diplômées en emploi sont à temps partiel, contre 26 % pour les diplômées de l'enseignement supérieur. L'arrivée des enfants renforce l'écart entre diplômées et non diplômées : lorsqu'elles travaillent et qu'elles ont au moins un enfant, une femme sur cinq est à temps partiel, et cela concerne près d'une femme sur deux parmi celles n'ayant aucun diplôme.

Enfin, celles et ceux qui ont quitté le système éducatif sans diplôme en 1998 n'ont pas connu cette stabilité professionnelle. En 2008, leur taux de chômage est sept fois plus élevé que celui des diplômés de l'enseignement supérieur et dépasse 20 %. Plus exposés que les autres jeunes de cette enquête Génération à la précarité et au chômage, leur situation professionnelle dix ans après l'arrêt de leurs études reste préoccupante.

AUTEURS

**Isabelle Recotillet,
Pascale Rouaud et
Florence Ryk, Céreq.**



Sommaire

1. La Génération 98 à dix ans : une stabilisation en emploi qui se poursuit	10
2. Avec l'ancienneté, moins de promotions et moins de déclassements.....	17
3. Des rythmes de progression salariale soutenus	20
4. Des mobilités externes moins importantes	22
5. Dix ans après : des opinions, des situations familiales et des priorités différentes	25
Conclusion	28
Références bibliographiques.....	29
Annexe : tableaux complémentaires détaillés.....	30

L'importance du taux de chômage des jeunes est une préoccupation des pouvoirs publics qui déploient en conséquence de nombreux dispositifs de politique d'emploi. De façon récurrente, les difficultés des jeunes à trouver leur premier emploi dans les mois suivants leur sortie de formation initiale sont mises en avant dans le débat public, notamment lors des phases basses du cycle conjoncturel. Ces difficultés sont évoquées sans que la différenciation selon le niveau de formation soit toujours faite, et avec l'idée qu'elles auraient des répercussions durables sur leurs trajectoires. En interrogeant des jeunes de tous niveaux de formation dix ans après qu'ils soient sortis de formation initiale, l'enquête « Génération 1998 à dix ans » permet de nuancer ces idées reçues. En particulier, elle confirme les résultats de la troisième interrogation réalisée.

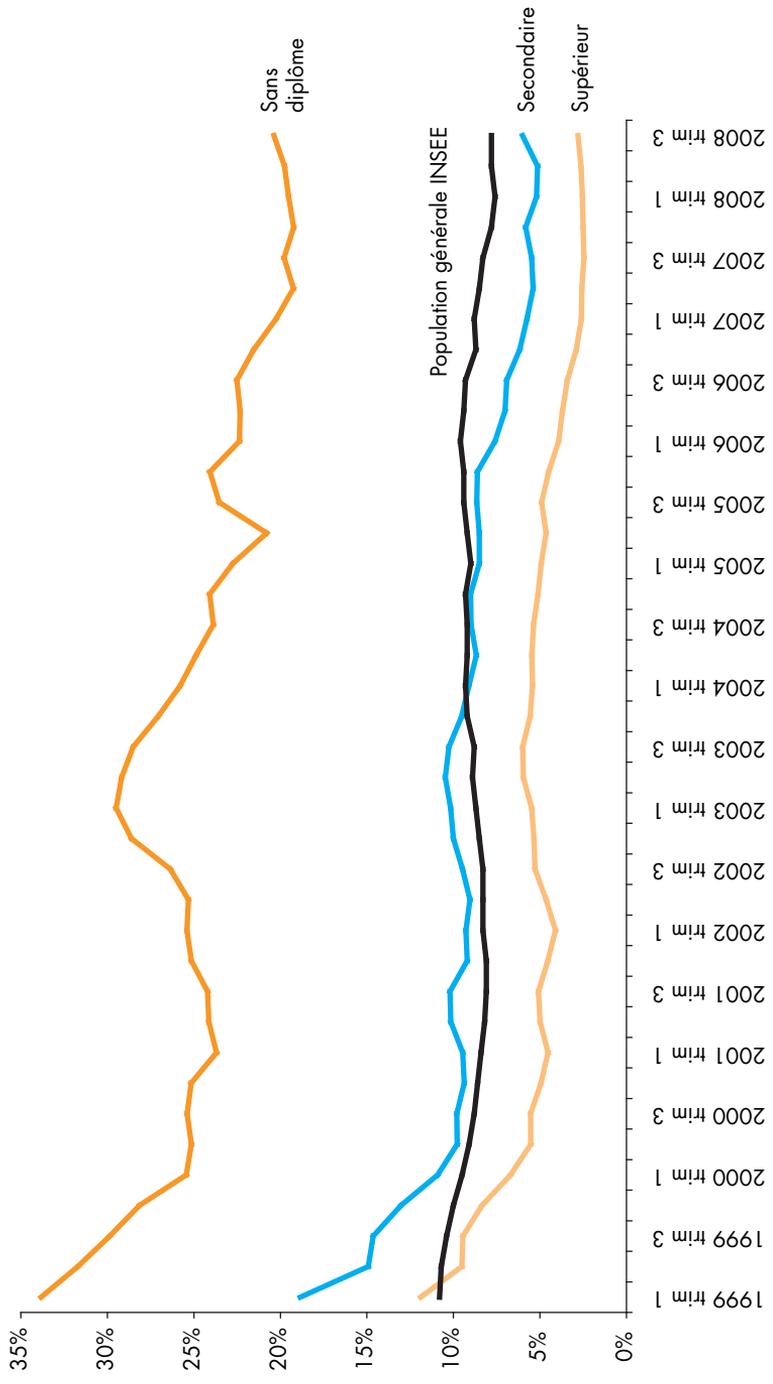
Entrés sur le marché du travail alors qu'ils connaissaient une baisse du taux de chômage, les jeunes sortis de formation initiale en 1998 ont traversé différents contextes conjoncturels jusqu'à la récession économique de la fin 2008 (Guégnard 2008 ; Céreq 2004, 2005, 2006, 2008). En effet, jusqu'en 2001, l'emploi progresse pour l'ensemble de la population et le taux de chômage passe sous la barre des 10%¹ en 2001 (Insee 2001). Dès 2001, la croissance économique ralentit, le taux de chômage augmente (Insee 2003, 2005) avant de diminuer de nouveau à partir de l'été 2005. L'année 2007 voit la création d'emplois fléchir à nouveau et progressivement laisser place à une augmentation du nombre de demandeurs d'emplois et une contraction générale de l'économie à partir du troisième trimestre 2008 (Insee 2006, 2007, 2008). Malgré la détérioration du contexte économique, le taux de chômage des jeunes de la Génération 98 diminue après dix années de vie active. En outre, ces derniers sont de plus en plus satisfaits de leur situation : c'est ce que déclarent 78 % d'entre eux en 2008, contre 68 % en 2001. Paradoxalement, ils sont moins optimistes quant à leur avenir professionnel (70% d'optimistes en 2008 contre 80 % en 2001), une inflexion marquée intervenant en 2008, à l'amorce de la crise économique.

La situation des jeunes vis-à-vis de l'emploi est fortement corrélée avec l'évolution conjoncturelle du marché du travail. Le lien est particulièrement net pour les non diplômés (Céreq 2006) qui, généralement, sur-réagissent aux effets conjoncturels (figure 1). Les jeunes les plus diplômés, qui accèdent plus facilement aux emplois qualifiés, sont par contre moins sensibles à l'insécurité économique. À la veille de la crise de 2008, le taux d'emploi des jeunes de la Génération 98 a tendanciellement augmenté. Leur situation professionnelle s'est stabilisée : 88,5 % sont en emploi en 2008, et sont dans la même entreprise depuis cinq ans et demi en moyenne. La moitié d'entre eux perçoit plus de 1 507 euros nets mensuels. La majorité des jeunes qui travaillent ont des emplois à durée indéterminée (89,6 %).

Les jeunes sans diplômes restent plus que les autres exposés au risque de chômage et échappent, au moins en partie, au phénomène général de stabilisation. En 2008, le taux de chômage des non diplômés est sept fois plus élevé que celui des diplômés de l'enseignement supérieur et dépasse 20 %. Les jeunes sans diplômes sont aussi plus touchés par le développement du temps partiel, en particulier les jeunes femmes. Dix années après leur sortie de formation initiale, 34% des femmes non diplômées en emploi sont à temps partiel, contre 26% pour les diplômées de l'enseignement supérieur.

¹ Taux courant, ancienne définition, antérieure aux évolutions de 2007.

Figure 1
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE TRIMESTRIEL ENTRE 1998 ET 2008



Sources : Céreq, Génération 98 à dix ans/Insee, enquête sur l'Emploi.

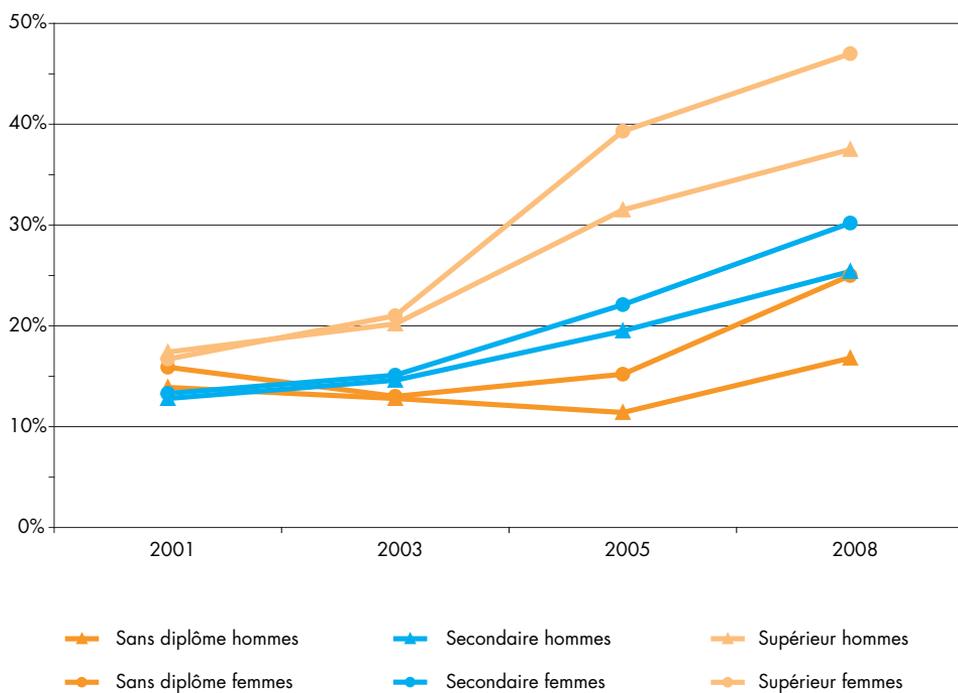
La Génération 98 interrogée en 2005 était déjà entrée dans un processus de stabilisation, sept ans après leur sortie de formation (Céreq 2006). Celui-ci se poursuit en 2008. Entre la septième et la dixième année de vie active, les mobilités entre employeurs sont deux fois moins importantes que pendant les trois premières années de vie active. Il en est de même pour les mobilités promotionnelles (voir encadré Définitions) qui sont quatre fois moins importantes. Les trois premières années de vie active sont ainsi les plus sujettes aux mouvements conjoncturels qui affectent le marché du travail. Cette stabilité s'accompagne de priorités davantage axées sur la vie privée : en 2008, 32 % souhaitent désormais ménager leur vie hors travail alors qu'ils n'étaient que 25 % à le vouloir trois ans plus tôt (soit en 2005) et moins de 15 % trois ans après leur sortie de formation initiale (c'est-à-dire en 2001). À chaque nouvelle interrogation, la volonté de ménager la vie hors travail est plus forte, quel que soit le niveau de diplôme (Figure 2 et 11, 12 et 13 en annexe). Les femmes sont plus particulièrement concernées : 37 % d'entre elles sont dans ce cas en 2008. La construction de la vie de famille est sans doute à l'origine de cette priorité. Dix ans après la sortie de formation initiale, la majorité des jeunes de la Génération 98 a au moins un enfant (57 %). C'est le cas pour environ sept femmes sur dix et pour la moitié des hommes. Lorsqu'elles ont au moins un enfant, elles sont 42 % à souhaiter privilégier leur vie hors travail, contre 27% lorsqu'elles n'ont pas d'enfant (Tableau 18 en annexe).

La naissance des enfants affecte la situation professionnelle des femmes, notamment la réduction de leur temps de travail². Les femmes qui ont un enfant de moins de 3 ans ont une probabilité plus élevée d'être inactives que d'être en emploi. En revanche, celles qui ont un enfant de plus de 3 ans ont une probabilité plus élevée d'être en emploi à temps partiel que d'être à temps plein ou en inactivité. Le point de vue exprimé par les femmes interrogées confirme d'ailleurs les résultats de ce modèle. Ainsi, parmi celles qui travaillaient, l'arrivée d'un premier enfant a entraîné une mutation dans 10 % des cas ou une démission pour 8 % d'entre elles. Ce même évènement a incité 17 % des femmes à passer d'un temps plein à un temps partiel. Lorsqu'il s'agit d'un deuxième enfant, ce passage concerne 41 % des femmes. Les mutations, démissions, passage à temps partiel suite à l'arrivée d'un enfant restent extrêmement limitées pour les hommes (moins de 3 % des cas).

² Cf. Tableau 15 en annexe, élaboré à partir d'un modèle multinomial, résultats recueillis « à facteurs connus comparables ».

Figure 2

ÉVOLUTION DE LA PART DES JEUNES DONT LA PRIORITÉ EST DE MÉNAGER LEUR VIE PRIVÉE, PAR SEXE ET NIVEAU DE DIPLÔME



Source : Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq

Encadré 1

L'ENQUÊTE « GÉNÉRATION 98 »

Depuis la fin des années 1990, le Céreq réalise de grandes enquêtes longitudinales pour analyser le cheminement sur le marché du travail de générations de jeunes sortis une même année du système éducatif à tous niveaux de formation. Ainsi, ont été observés les parcours professionnels des jeunes sortis de formation initiale en 1992 (« Génération 92 »), en 1998 (« Génération 98 »), en 2001 (« Génération 2001 ») et en 2004 (« Génération 2004 »).

Les résultats présentés ici sont issus de l'enquête « Génération 98 », représentative des 742 000 jeunes sortis de formation initiale en 1998. Elle repose sur un échantillon de 11 000 individus qui ont été interrogés trois ans après leur sortie (au printemps 2001), cinq ans après (au printemps 2003), sept ans après (à l'automne 2005) et dix ans après (à l'automne 2008). Chacune de ces quatre interrogations a été réalisée à partir de questionnaires administrés par téléphone avec saisie informatique simultanée des réponses.

« Génération 98 » est une enquête sur les cheminements professionnels. Elle permet de développer une approche longitudinale de l'insertion et des débuts de carrière. À chaque interrogation, un calendrier professionnel a permis de recueillir, mois par mois, la description de la situation des jeunes : emploi, chômage, inactivité... Les différentes périodes d'emploi ainsi repérées ont fait l'objet d'un questionnement plus approfondi permettant de préciser certaines caractéristiques de l'employeur et d'apprécier les conditions d'emploi (contrats de travail, salaires, niveau d'emploi, profession...) ainsi que la satisfaction à l'égard de l'emploi occupé. De même, pour chaque période de non-emploi, les jeunes ont été interrogés sur leurs éventuelles démarches de recherche d'emploi, sur les formations suivies, les prestations perçues, etc. À côté du calendrier professionnel, un calendrier « habitat-famille » permet de connaître l'évolution de la situation familiale des jeunes interrogés.

À la sortie du système éducatif en 1998...	Effectifs	En %	Age moyen	Part de femmes	Part de jeunes vivant en couple en 2008
Non diplômés	113 200	15	18 ans	39 %	50 %
Cap ou Bep	157 800	21	20 ans	43 %	66 %
Baccalauréat	180 700	24	21 ans	52 %	71 %
Professionnel ou technologique	136 300	18	21 ans	50 %	72 %
Général	44 400	6	21 ans	57 %	69 %
Bac+2	142 700	19	22 ans	55 %	76 %
Second cycle de l'enseignement supérieur	82 500	11	24 ans	62 %	76 %
Troisième cycle de l'enseignement supérieur	64 300	9	25 ans	44 %	77 %
Ensemble	741 200	100	21 ans	49 %	69 %

1 | La Génération 98 à dix ans : une stabilisation en emploi qui se poursuit

En moyenne, les jeunes ont passé 8 ans et demi en emploi sur les dix années d'observation. La stabilité en emploi des jeunes de la Génération 98 se caractérise ainsi par une ancienneté au travail élevée et une part importante d'emplois à durée indéterminée. De façon corollaire, la part de contrats à durée déterminée est faible. Les individus en emploi dix ans après la sortie de formation initiale le sont de manière continue depuis huit années en moyenne.

Dix ans après leur sortie de formation initiale, 89,6 % d'entre eux ont un emploi à durée indéterminée³ : c'est 20 points de plus par rapport à leur situation trois ans après leur sortie du système éducatif (Tableau 2). La part d'emplois à durée indéterminée augmente avec le niveau de diplôme : l'écart entre les jeunes sans diplômes et les diplômés de l'enseignement supérieur est de plus de 16 points (Tableau 3). Au bout de dix ans de vie active, la part de contrats à durée déterminée parmi les jeunes en emploi a fortement diminué, passant de 17 % après trois ans de vie active à 7 % en 2008. Ce taux est inférieur à celui observé sur l'ensemble de la population active employée en 2008 (Insee 2010⁴). Parmi les jeunes en emploi, les non diplômés sont plus que les autres sur des contrats à durée déterminée (13 % en 2008) et en intérim (7 % en 2008). Durant les cinq années qui suivent la sortie de formation, une part non négligeable des jeunes les moins diplômés bénéficie de mesures d'aide à l'emploi (effet des emplois-jeunes). En 2008, l'emploi aidé représente environ 2 % des formes d'emploi pour les non diplômés. Au total, sur dix ans, la moitié des diplômés de l'enseignement supérieur n'a jamais été au chômage ; 40,4 % des diplômés de l'enseignement secondaire et 23,8 % des non diplômés sont également dans ce cas (Tableau 9 en annexe). Lorsque les jeunes ont été au moins une fois au chômage entre 1998 et 2008, ils y sont restés moins d'un an dans la moitié des cas. Plus de 20 % des non diplômés ont connu des situations de chômage pendant plus de 5 ans. Enfin, moins de 1 % de la Génération 98 – majoritairement des jeunes femmes – n'a jamais été en emploi entre 1998 et 2008.

³ Contrat à durée indéterminée, fonctionnaire et indépendants.

⁴ Le taux global s'élève à 8,3%. « Enquête Emploi en continu en 2008 » Insee Résultats, n°104, janvier. Notons que le champ des personnes en emploi, sur lequel le taux de CDD est calculé, n'est pas tout à fait le même dans les deux sources, les indicateurs de l'INSEE étant calculés selon les critères du BIT à partir d'une batterie de questions.

Tableau 1

NOMBRE DE PÉRIODES DE CHÔMAGE SUR 10 ANS SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)

Nombre de périodes de chômage

	0	1	2	3	4	5	Plus de 5
Non diplômés	23,8	23	18,4	15,4	7,6	5,5	6,3
Cap-Bep	40	26	14,6	9,2	5	2,6	2,6
Bac pro/techno.	42,8	26	13,9	7,9	3,7	2,4	3,3
Bac général	34,8	25,6	14,4	12,7	6,1	3	3,4
Bac+2	47,6	28,2	12,3	5,9	2,9	1,4	1,7
Second cycle	53,3	24,2	12,7	5,2	2,3	1,2	1,2
3 ^e cycle et écoles	49,6	29,5	13,7	3,7	2	1	0,6
Ensemble	41,5	26,1	14,3	8,5	4,3	2,5	2,8

Source : Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq

Champ : Ensemble de la Génération 98.

Dix ans après la sortie de formation initiale, la stabilisation en emploi concerne autant les hommes que les femmes qui occupent des emplois à durée indéterminée dans des proportions identiques (Tableau 2). Pour autant, des différences de situation demeurent. Le taux d'emploi est plus élevé pour les hommes : 92,9 %, contre 83,9 % pour les femmes. Cet écart s'explique en partie parce que presque 10 % des femmes ayant au moins un enfant sont inactives. Le taux d'activité est donc plus faible, notamment parmi celles sans diplôme (Figures 3 et 4). Lorsqu'elles travaillent, elles sont plus souvent à temps partiel : une femme sur cinq est dans cette situation contre moins de 3 % des hommes (Tableau 2). Cela concerne près d'une femme sur deux parmi celles sans diplôme, soit à peu près la même proportion que trois ans après la fin des études.

Figure 3

TAUX D'ACTIVITÉ DES HOMMES EN 2008, SELON LA PRÉSENCE D'ENFANTS (EN %)

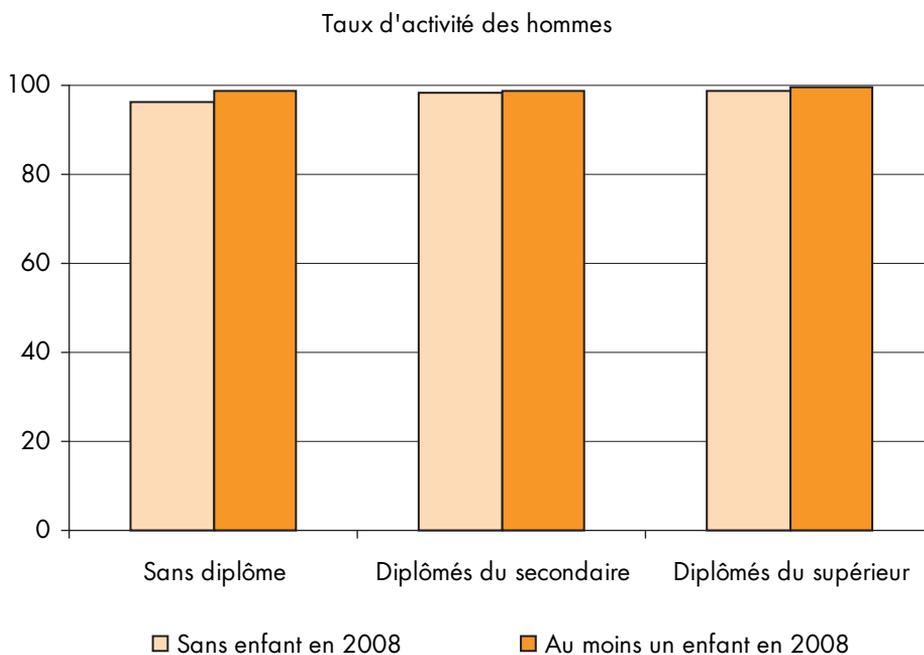


Figure 4

TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES EN 2008 SELON LA PRÉSENCE D'ENFANTS (EN %)

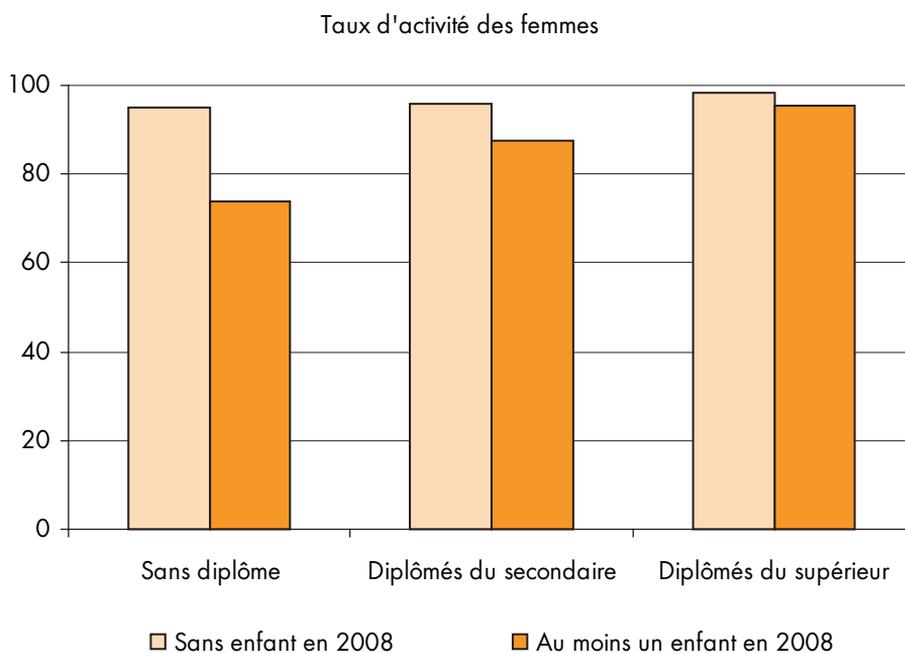


Tableau 2

QUELQUES INDICATEURS SUR LA GÉNÉRATION 98 (EN %)

Indicateurs	Hommes					Femmes					Ensemble				
	Au terme de la														
	3e	5e	7e	10e	3e	5e	7e	10e	3e	5e	7e	10e			
	année sur le marché du travail														
En emploi	86,5	86,5	90,5	92,9	77,5	79,1	82,3	83,9	82,1	82,9	86,5	88,5			
dont emploi à durée indéterminée	69,1	80,2	87,1	90,8	61,8	74,5	82,9	87,6	65,8	77,5	85,2	89,3			
dont temps partiel	5,8	3,7	3,6	2,9	19,8	17,3	22,4	27,3	12,4	10,1	12,4	14,3			
Au chômage	7,4	9,8	7,6	5,6	11,1	11,9	11	8,1	9,2	10,8	9,3	6,8			
En formation, reprise d'études, inactivité	6,1	3,7	1,9	1,6	11,4	8,9	6,7	8	8,7	6,3	4,2	4,7			
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100			
Taux de chômage	7,9	10,1	7,7	5,7	12,5	13,1	11,8	8,8	10,1	11,6	9,7	7,1			
Salaire médian (en euros courants nets mensuel)*	1 143	1 296	1 463	1 650	1 007	1 143	1 267	1 383	1 090	1 220	1 355	1 507			
Ils ont un emploi et en recherchent un autre	23,8	18,5	17,4	14,7	26,7	18,3	16,6	15,1	25,1	18,4	17,1	14,9			
Ils ont au moins un enfant	6,7	15,1	26,9	45,4	18,2	34,6	50,6	65,6	12,3	24,6	38,5	55,3			

* Parmi les individus en emploi
 Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq
 Champ : ensemble des jeunes sortis du système éducatif en 1998.

Tableau 3

LA SITUATION D'ACTIVITÉ DE LA GÉNÉRATION 98 SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE DIPLÔME

Situations d'activité	Non diplômés						Diplômés du secondaire						
	au terme de la			au terme de la			au terme de la			au terme de la			
	3e	5e	7e	3e	5e	7e	3e	5e	7e	3e	5e	7e	10e
	année sur le marché du travail						année sur le marché du travail						
	2001	2003	2005	2008	2001	2003	2005	2008	2001	2003	2005	2008	
En emploi	64,7	62,6	69,2	72,9	80,3	82,2	86,8	88,3	80,3	82,2	86,8	88,3	
A durée indéterminée	52,7	62,8	71,6	78,7	61,2	74	83	87,8	61,2	74	83	87,8	
En contrat à durée déterminée	16,2	15	14	12,6	18,7	13,4	11,5	8,7	18,7	13,4	11,5	8,7	
En intérim	14,6	12,6	9,5	6,5	8,9	4,8	2,9	2,5	8,9	4,8	2,9	2,5	
En contrats aidés	13,5	9,6	4,9	2,2	11,2	7,8	2,6	1	11,2	7,8	2,6	1	
Dans le secteur public	12,0	12,7	14,7	15,1	21,1	23,7	23,4	23,7	21,1	23,7	23,4	23,7	
A temps partiel	15,8	14,9	14,7	14,4	15	11	12,4	13,6	15	11	12,4	13,6	
Femmes à temps partiel	34,1	32,9	31,5	34,4	26,3	21,4	24,7	27,4	26,3	21,4	24,7	27,4	
Au chômage	20,8	26,7	23,4	18,9	9,2	10	8,4	6,2	9,2	10	8,4	6,2	
Formation, reprise d'études	6,6	4,8	2,6	0,6	6,5	4,4	1,7	1,0	6,5	4,4	1,7	1,0	
En inactivité	7,3	6,0	4,9	7,6	3,7	3,4	3,1	4,5	3,7	3,4	3,1	4,5	
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
Taux de chômage	24,3	29,9	25,3	20,6	10,2	10,8	8,8	6,6	10,2	10,8	8,8	6,6	
Salaires médians (en euros courants)	945	1 046	1 192	1 300	976	1 100	1 233	1 398	976	1 100	1 233	1 398	
Ils sont en emploi et recherchent un autre emploi	26,4	22,5	22,7	19,3	26,3	18	16,5	14,9	26,3	18	16,5	14,9	
Ils sont satisfaits de leur situation actuelle	62,5	57,8	63,2	67,3	68,4	74,3	75,4	78,5	68,4	74,3	75,4	78,5	

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq. Champ : ensemble des jeunes sortis du système éducatif en 1998.

suite Tableau 3

Situations d'activité	Diplômés du supérieur						Ensemble de la Génération						
	au terme de la			au terme de la			au terme de la			au terme de la			
	3e	5e	7e	3e	5e	7e	3e	5e	7e	3e	5e	7e	10e
	année sur le marché du travail						année sur le marché du travail						
	2001	2003	2005	2008	2001	2003	2005	2008	2001	2003	2005	2008	
En emploi	91	91,7	92,9	94,8	82,1	82,9	86,5	88,5	82,9	86,5	88,5	88,5	
A durée indéterminée	75,9	86,3	92,3	94,9	66,5	78	85,5	89,6	66,5	78	85,5	89,6	
En contrat à durée déterminée	15	8,5	6	4,2	17,2	11,5	9,5	7,3	17,2	11,5	9,5	7,3	
En intérim	2,1	1,1	0,9	0,6	6,6	4,1	2,9	2,2	6,6	4,1	2,9	2,2	
En contrats aidés	7	4,1	0,8	0,3	9,7	6,4	2,1	0,9	9,7	6,4	2,1	0,9	
Dans le secteur public	32,0	33,5	33,4	33,4	24,7	26,7	26,5	26,7	24,7	26,7	26,5	26,7	
A temps partiel	8,7	7,7	11,7	15,1	12,4	10,1	12,4	14,3	12,4	10,1	12,4	14,3	
Femmes à temps partiel	12,3	11,3	18,7	25,9	19,8	17,3	22,4	27,3	19,8	17,3	22,4	27,3	
Au chômage	4,8	5,7	4,8	2,8	9,2	10,8	9,3	6,8	9,2	10,8	9,3	6,8	
Formation, reprise d'études	2,1	1,1	0,8	2,1	5,1	3,2	1,5	0,7	5,1	3,2	1,5	0,7	
En inactivité	2	1,5	1,5	0,3	3,6	3,1	2,7	4,0	3,6	3,1	2,7	4,0	
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
Taux de chômage	5	5,8	4,9	2,9	10,1	11,6	9,7	7,1	10,1	11,6	9,7	7,1	
Salaire médian (en euros courants)	1 357	1 500	1 625	1 842	1 090	1 220	1 355	1 507	1 090	1 220	1 355	1 507	
Ils sont en emploi et recherchent un autre emploi	23,6	17,8	16,1	13,7	25,1	18,4	17,1	14,9	25,1	18,4	17,1	14,9	
ils sont satisfaits de leur situation actuelle	70,5	75,6	77,3	82,7	68,3	72,3	74,3	78,4	68,3	72,3	74,3	78,4	

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq. Champ : ensemble des jeunes sortis du système éducatif en 1998.

Malgré une part croissante d'emplois stables dans les parcours des jeunes, les non diplômés restent les premières victimes du chômage. Le taux de chômage de 7,1 % de l'ensemble de la Génération 98 en 2008 cache d'indiscutables différences entre les individus, selon leur niveau de diplôme au moment de la fin de leurs études. Parmi les jeunes sans diplôme (15 % de l'ensemble), 19 % sont au chômage et 8 % sont inactifs (Tableau 4) en 2008. Au sein de cette population, les femmes sont plus durement touchées que les hommes par le chômage (23 %) et l'inactivité (16 %), tout particulièrement lorsqu'elles sont non diplômées puisque leur taux de chômage est de 28,1% en 2008 (Tableau 17). La répétition d'enquêtes d'insertion longitudinales ne remet donc pas en cause le lien fort entre niveau d'études et passage par le chômage. Le taux de chômage des jeunes non diplômés reste particulièrement élevé dix ans après leur entrée sur le marché du travail, dépassant la barre des 20 %, même s'il amorce une baisse significative sur les dernières années (Tableau 3).

En 2008, 6,8 % des jeunes sortis de formations en 1998 sont au chômage. Parmi eux, 32 % sont dans cette situation depuis moins de 6 mois et la moitié environ depuis plus d'un an (55% pour les non diplômés). Une certaine polarisation apparaît, entre les jeunes stabilisés dans l'emploi et ceux qui en sont écartés durablement.

Parmi les jeunes au chômage dix ans après leur sortie de formation initiale, 42 % sont des non diplômés et 58 % sont des femmes. Les jeunes en situation de chômage vivent le plus souvent en couple ou chez leurs parents (plus de 80 % d'entre eux). Ils vivent plus rarement seuls et ont moins souvent des enfants (46 % contre 57 % au global). Les femmes au chômage ont un enfant dans 61 % des cas contre seulement 26 % des hommes dans cette situation. Pour les femmes, cette proportion est peu différente de celle observée sur l'ensemble de la cohorte (67 % ont au moins un enfant). Pour les hommes, en revanche, elle est moitié moins forte (47 %). Il semble donc exister, pour ces derniers, une corrélation entre risque d'exposition au chômage et constitution d'une vie familiale.

Tableau 4
SITUATION PROFESSIONNELLE EN 2008 DES JEUNES SANS DIPLÔME

Situation professionnelle en 2008	%
En emploi	73
Au chômage	19
Inactivité	8
En formation ou reprise d'études	<1
Ensemble	100

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq
Champ : jeunes sans diplôme à la sortie du système éducatif en 1998 (15% de la Génération).

Les personnes hors emploi ne sont pas exclues a priori du monde du travail puisque 93 % d'entre eux ont déjà travaillé. En moyenne, elles ont occupé un emploi pendant 5 ans entre 1998 et 2008 et se trouvent plutôt confrontées à une discontinuité dans leur parcours professionnel.

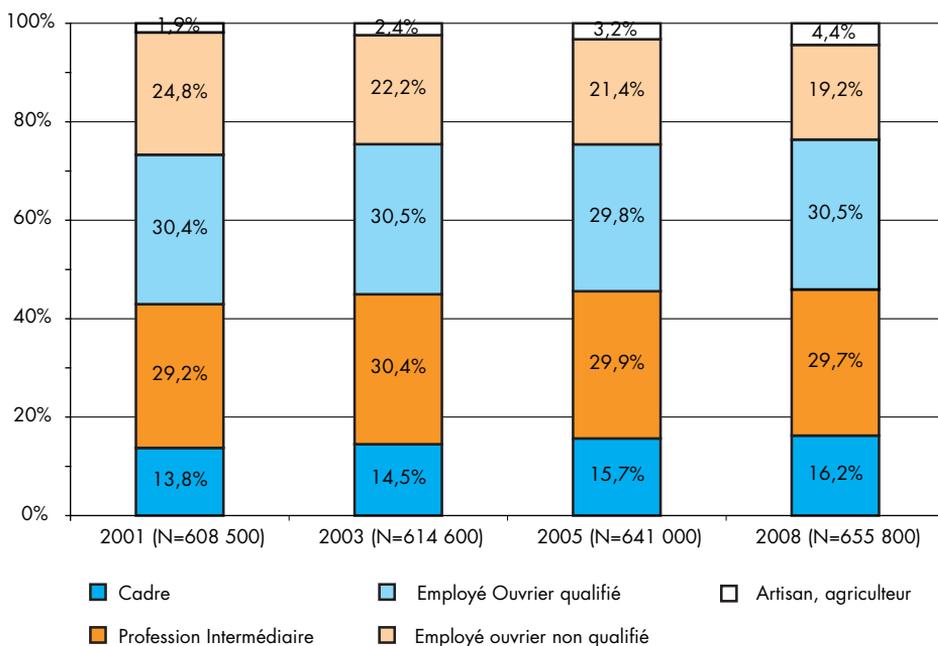
Les situations d'inactivité (4 % en 2008) concernent en majorité des femmes (85 %), notamment lorsqu'elles ont au moins un enfant (92 % des femmes inactives en 2008 ont au moins un enfant). Parmi les inactifs, les diplômés du supérieur sont sous-représentés (20 % contre 39 % au global).

2 | Avec l'ancienneté, moins de promotions et moins de déclassements

Le nombre de jeunes en emploi parmi ceux qui sont sortis de formation initiale en 1998 augmente à chaque interrogation, passant de 608 500 en 2001 à 655 800 en 2008. Parmi les jeunes qui travaillaient en 2001, trois ans après leur sortie de formation initiale, 24,8 % occupaient un poste d'ouvrier ou d'employé non qualifié ; ce sont 19,2% des enquêtés en emploi sept années plus tard (Figure 5). Au fil de l'ancienneté sur le marché du travail, la proportion des employés ou ouvriers non qualifiés diminue (baisse de 5,6 points entre 2001 et 2008) tandis que celles des employés et ouvriers qualifiés et des professions intermédiaires reste stable, et que celle des cadres progresse (+2,5 points). Les agriculteurs et artisans sont peu représentés mais leur proportion a considérablement augmenté, passant de 1,8 % en 2001 à 4,4 % en 2008.

Figure 5

RÉPARTITION DES JEUNES EN EMPLOI PAR NIVEAU D'EMPLOI, POUR CHAQUE INTERROGATION



Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq.
 Champ : jeunes en emploi à la date d'interrogation concernée.

Afin d'étudier plus précisément les trajectoires individuelles en termes de promotion et de déclassement, les paragraphes suivants s'intéressent exclusivement aux 490 000 jeunes qui étaient en emploi à chaque date d'interrogation, qu'ils aient ou non connu des périodes d'inactivité ou de chômage entre temps.

Ainsi, l'analyse de ces parcours montre de manière significative que les niveaux d'emploi se stabilisent au fur et à mesure de l'avancée dans la carrière. Les changements de catégorie socioprofessionnelle sont relativement importants durant les premières années de vie active, puis deviennent moins fréquents (Figure 6). Après sept ans de présence sur le marché du travail, promotions et déclassements sont quatre fois moins nombreux qu'au cours des trois premières années (voir encadré Définitions). 88 % des jeunes en emploi sont dans la même catégorie socioprofessionnelle la septième et la dixième année de vie active ; ils n'ont pas progressé. La part de jeunes cadres et professions intellectuelles supérieures reste stable, voisine de 16 % en 2008.

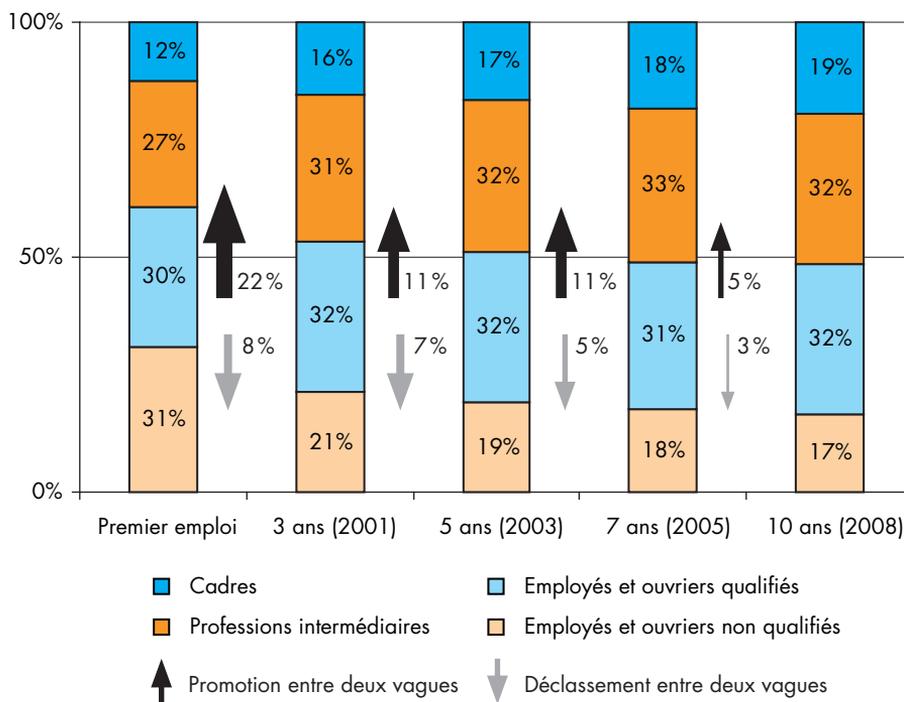
Entre le premier emploi et celui occupé dix ans après la sortie de formation initiale, on observe une élévation générale du niveau d'emploi. En effet 36% des jeunes en emploi sont passés dans une catégorie socioprofessionnelle plus élevée. Ce taux de promotions doit toutefois être tempéré par les déclassements qui, de leur côté, concernent 12 % des jeunes (Tableau 5).

Le niveau du premier emploi est souvent inférieur à celui auquel le diplôme peut donner accès. Cet écart peut illustrer une plus grande sélectivité du côté des recruteurs au détriment des jeunes débutants. Il peut aussi signifier que le jeune était moins exigeant lorsqu'il a choisi son premier emploi. Les deux explications peuvent d'ailleurs s'alimenter mutuellement, la difficulté à trouver un emploi pouvant conduire à rabaisser les prétentions pour accéder à un emploi, c'est-à-dire à un revenu. Par exemple, 13 % des jeunes diplômés du supérieur commencent comme employé ou ouvrier non qualifié ; dix ans après, ils ne sont plus que 3 % à être classé comme tels. Ce n'est donc pas parce qu'un jeune commence en tant qu'employé ou ouvrier non qualifié qu'il le sera toujours dix ans après, et ce tous niveaux de diplôme confondus. Ce n'est qu'avec le recul et en suivant des trajectoires que les conditions d'accès à l'emploi selon le niveau et le type de diplômes peuvent être correctement appréhendées.

Ces mouvements observés d'un point de vue général montrent des différences selon le genre. En moyenne, les femmes sont moins souvent promues mais déclassées dans les mêmes proportions que l'ensemble de la cohorte (Figure 9 en annexe). Leur niveau d'emploi est plus faible que celui des hommes en général, avec davantage de métiers administratifs et une présence nettement plus affirmée dans les métiers de la santé et du social (Tableau 5).

Figure 6

RÉPARTITION DES JEUNES EN EMPLOI À CHAQUE INTERROGATION PAR NIVEAU D'EMPLOI



Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq.
 Champ : jeunes en emploi à chaque interrogation.

Tableau 5

PROMOTIONS ET DÉCLASSEMENTS ENTRE LE PREMIER EMPLOI ET L'EMPLOI OCCUPÉ À 10 ANS

Niveau d'emploi à 10 ans	Taux de promotion entre le premier emploi et l'emploi occupé à 10 ans			Taux de déclassement entre le premier emploi et l'emploi occupé à 10 ans		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Cadres				9,4%	14,8%	11,6%
Professions intermédiaires	25,9%	12,2%	18,6%	12,9%	14,9%	13,9%
Employés et ouvriers qualifiés	24,5%	31,0%	27,2%	13,9%	8,1%	11,6%
Employés et ouvriers non qualifiés	64,9%	54,3%	60,4%			
Total	39,8%	31,9%	36,2%	12,7%	12,3%	12,5%

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq.
 Champ : jeunes en emploi à chaque interrogation.

3 | Des rythmes de progression salariale soutenus

Les revenus salariaux des jeunes de la Génération 98 ont progressé à un rythme plus soutenu que celui de la croissance économique en France sur la même période et que celui des salaires annuels moyens par tête⁵ – qui a oscillé autour des 1 % (source Insee⁶). En effet, alors que le revenu salarial médian a augmenté entre 2 % et 3 % par an entre 1998 et 2008⁷, le taux de croissance du produit intérieur brut a été d'environ 2 % par an. En particulier, les salaires des jeunes de la Génération 98 ont connu des hausses substantielles entre 2003 et 2005. Une partie de cette hausse peut être attribuable à l'augmentation importante du Smic horaire à cette même période (+5,5 % en moyenne, soit une croissance plus élevée que celle du salaire moyen de la population active), impulsée par la loi Fillon. Pour assurer la convergence des garanties mensuelles de rémunérations issues de la loi de généralisation des 35 heures vers un niveau unique de salaire minimum, cette loi a abouti à une revalorisation de nombreux bas salaires.

⁵ Le salaire mensuel par tête, tel que défini dans les Comptes nationaux de l'Insee, tient compte des effets de structure (temps partiel), de conjoncture (heures supplémentaires) et saisonniers (primes).

⁶ Insee, Comptes nationaux.

⁷ À l'exception de la période 2003-2005 qui voit la croissance des revenus salariaux tourner autour de 5 % en raison de la revalorisation des salaires minimaux.

Encadré 2

LES DÉFINITIONS

Emploi à durée indéterminée • Emploi salarié sous contrat de travail à durée indéterminée (CDI), statut de fonctionnaire ou de travailleur indépendant.

Emploi à durée déterminée • Emploi salarié sous contrat à durée déterminée (CDD), en intérim, sous contrat aidé ou emploi saisonnier et autre contrat. Les contrats aidés sont ceux qui relèvent de mesures publiques, comme les emplois jeune, le contrat emploi solidarité (CES), le contrat emploi consolidé (CEC), le contrat de qualification, ainsi que les autres contrats de travail en alternance.

Taux de sorties de l'emploi vers le chômage • Rapport entre le nombre de passages de l'emploi vers le chômage et le nombre moyen de jeunes en emploi au cours d'une année.

Promotion • Passage d'un niveau d'emploi (mesuré par la nomenclature des catégories socioprofessionnelle) à un autre plus élevé.

Taux de promotion • Rapport entre le nombre de jeunes qui bénéficient d'une promotion et le nombre moyen de jeunes en emploi au cours d'une année.

Déclassement • Passage d'un niveau d'emploi (mesuré par la nomenclature des catégories socioprofessionnelle) à un autre moins élevé.

Taux de chômage • Part des chômeurs parmi les actifs.

Salaires médian • Salaire net mensuel, primes incluses et, au-dessus duquel la moitié des jeunes considérés sont rémunérés, quel que soit leur temps de travail.

Mobilité externe • Correspond à un changement d'employeur.

Le taux annuel de mobilité est la moyenne sur la période considérée du nombre de jeunes qui ont changé d'employeur rapporté au nombre de jeunes ayant un emploi au terme de la période considérée.

Au final, dix ans après leur entrée sur le marché du travail, 50 % des jeunes de la Génération 98 perçoivent plus de 1 415 euros nets mensuels (en euros constants, base 2001)⁸, un revenu salarial proche de celui de l'ensemble de la population active. En comparaison les jeunes en emploi en 2008 gagnent environ 25 % de plus que ceux de la cohorte qui occupaient un emploi en 2001 (Tableau 12 en annexe).

Ces évolutions ne sont pas de la même ampleur pour tous. Les niveaux de formation et de qualification ainsi que le secteur d'activité révèlent des salaires et des évolutions relativement différenciés. Sans parler des écarts de salaire entre les hommes et les femmes qui augmentent au fil du temps.

Plus les jeunes quittent le système éducatif avec des niveaux de formation élevés, plus leur revenu salarial est élevé sans que les écarts ne se réduisent avec l'ancienneté. Dix ans après la fin des études, la hiérarchie des salaires par niveau de formation est conservée.

⁸ Sont compris le salaire net et les primes. Ce salaire est déflaté de l'indice général de l'évolution des prix (base 2001) pour obtenir le revenu salarial réel.

Les écarts évoluent assez peu entre les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ceux du secondaire et les jeunes sans diplôme : au bout de dix ans, ils sont de l'ordre de 30 % entre diplômés de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire. Sur ces premières années de vie active, les salaires augmentent entre 3 et 4 % par an pour les diplômés de l'enseignement supérieur, entre 3 et 3,5 % pour les diplômés des collèges et lycées et de 2 % pour les jeunes sans diplôme (Tableau 12 en annexe). Quel que soit le niveau de formation, tous les salaires progressent, à des taux de croissance annuels en moyenne de l'ordre de 3,7 % pour des postes à temps plein.

Dix ans après l'entrée dans la vie active, travailler dans le secteur privé ou public n'est pas synonyme de différences fortes de rémunération : l'écart entre ces deux secteurs est d'environ 4 % pour le salaire médian au détriment des jeunes employés dans le secteur privé. Les écarts étaient plus nets en 2001, trois ans après la sortie de formation initiale : 7 %. Ces différences intègrent un effet de structure lié au temps partiel mais le mouvement est similaire sur les salaires médians des jeunes en emploi à temps complet, l'écart passant de 3 % à 1 % sept années plus tard. C'est l'augmentation plus rapide des salaires dans le privé qui explique la réduction des écarts. Là encore, il existe des écarts de salaire entre les hommes et les femmes : les écarts se réduisent pour les hommes mais pas pour les femmes (Tableau 12 en annexe).

4 | Des mobilités externes moins importantes

En dix années de vie active, les jeunes ont changé en moyenne 3,3 fois d'employeur. Si l'on compare les taux de mobilité externe (celle-ci est définie comme un changement d'employeur, voir encadré Définitions), les jeunes connaissent plus de mobilités que l'ensemble des actifs. Néanmoins, la propension à changer d'employeur diminue au fil du temps, partant de 23 % par an durant les trois premières années de vie active à 11 % par an entre huit et dix ans, c'est-à-dire la propension à la mobilité externe des actifs (Amossé, 2003).

Entre la sortie de l'école et la troisième année de vie active, 6 jeunes sur 10 changent d'employeur. Entre la huitième et la dixième année de vie active, ils ne sont plus que 3 sur 10, soit deux fois moins. Globalement, les moins diplômés sont les plus concernés par ces mouvements, notamment parce que leur taux d'emploi à durée limitée est plus élevé (Tableau 6). Durant les trois premières années de vie active, 65 % des diplômés de CAP/BEP changent d'employeur. Entre la huitième et la dixième année, ils sont encore 33 % dans ce cas. Chez les jeunes sans diplôme, ces taux sont respectivement de 63 % et 43 % (Tableau 14 en annexe).

Sur dix ans de vie active, la mobilité des salariés vers d'autres entreprises reste de même ampleur pour les femmes et les hommes. Toutefois ces mobilités ne sont pas vécues de la même façon : les femmes transitent par une période de chômage plus fréquemment que les hommes (Céreq 2007 ; Dupray et Recotillet 2009).

Tableau 6

NOMBRE MOYEN DE CHANGEMENTS D'EMPLOYEURS ENTRE 1998 ET 2008

	Nombre moyen de changements d'employeur
Hommes	3,4
Sans diplôme	4,1
Diplômés du secondaire	3,5
Diplômés du supérieur	2,8
Femmes	3,2
Sans diplôme	3,7
Diplômés du secondaire	3,5
Diplômés du supérieur	2,8
Ensemble	3,3
Sans diplôme	3,9
Diplômés du secondaire	3,5
Diplômés du supérieur	2,8

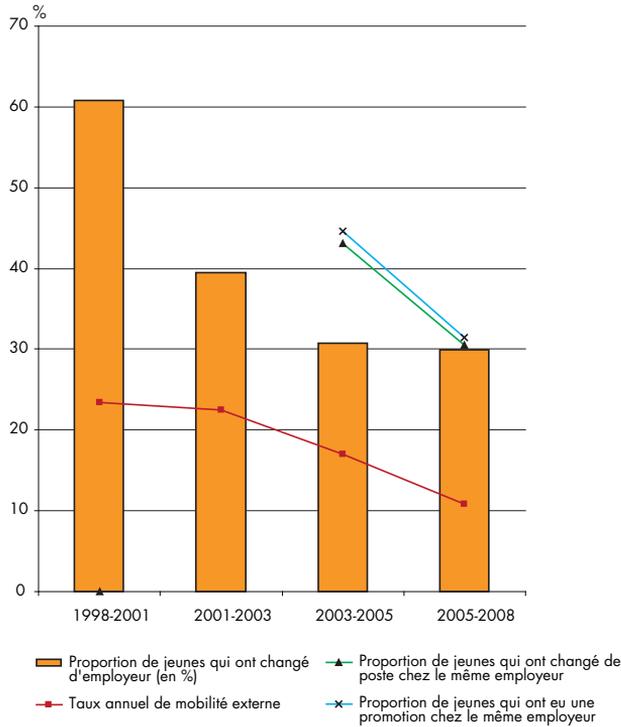
Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq

Champ : ensemble des jeunes sortis du système éducatif en 1998 ayant occupé au moins un emploi.

S'agissant de la mobilité interne, le taux annuel passe de 13,5% entre 2003 et 2005 à 6,5% entre 2005 et 2008, suivant ainsi la tendance observée pour la mobilité externe. Cependant, les changements de poste promotionnels au sein de l'entreprise conservent un rythme soutenu avec un taux annuel de 7 à 8 % sur les mêmes périodes. Ces promotions, qui ne sont pas des changements de catégorie socioprofessionnelle, correspondent à des changements de grade au sein de l'entreprise dans les deux tiers des cas.

Figure 7

MOBILITÉ EXTERNE À L'ENTREPRISE ET CHANGEMENTS DE POSTES INTERNES À L'ENTREPRISE DES JEUNES SORTIS DE FORMATION EN 1998



Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq
 Champ : ensemble des jeunes sortis du système éducatif en 1998 ayant occupé au moins un emploi.

La corrélation entre l'expérience professionnelle au sens large du terme et la croissance du salaire est un résultat empirique qui se vérifie largement, même si des travaux récents montrent que cette relation est moins systématique aujourd'hui qu'auparavant (Béret 2009 ; Bruyère et Lemistre 2009 ; Lemistre et Plassard 2002). Mobilités professionnelles et évolutions salariales sont deux phénomènes liés lorsqu'on les appréhende au travers de données longitudinales. Nous pouvons établir qu'un lien positif entre changement d'entreprise et hausse du salaire demeure important, quel que soit le niveau de diplôme. À partir d'une estimation d'un modèle de panel⁹, il apparaît qu'en moyenne, sur les dix années d'observation, un changement d'employeur se traduit par une augmentation d'environ 8 % du niveau de salaire net, alors que l'effet de l'ancienneté chez le même employeur est significatif mais très faible. Le modèle tient compte de l'endogénéité de la variable d'éducation sur la croissance du salaire. Il prend également en compte l'impact des variables familiales telles que la mise en couple et l'arrivée des enfants, qui

⁹ Il s'agit d'un modèle de type Hausman-Taylor dans lequel l'ancienneté, le nombre de changements d'employeur entre chaque interrogation et le plus haut niveau de diplômés sont considérés comme endogènes.

peuvent avoir un effet sur la trajectoire salariale, notamment des jeunes femmes. À noter enfin que le passage par le chômage a un effet négatif sur la trajectoire salariale avec une diminution d'environ 7 % pour chaque période de chômage vécue entre chaque interrogation. Le tableau 11 en annexe présente plus en détail les résultats du modèle.

5 | Dix ans après : des opinions, des situations familiales et des priorités différentes

Au fil des années, les jeunes sont de plus en plus satisfaits de leur situation : en 2008, 78% d'entre eux l'affirmaient, contre 68 % en 2001. En revanche, l'optimisme relatif à l'avenir professionnel décroît, passant de 80 % en 2001 à 70 % en 2008, une inflexion marquée intervenant cette même année.

Sur l'ensemble des interrogations, les individus hors emploi (et plus particulièrement les hommes) sont en moyenne majoritairement insatisfaits de leur situation actuelle mais plutôt optimistes sur leur avenir professionnel (Tableau 7).

Tableau 7

SATISFACTION ET PERCEPTION DE L'AVENIR PROFESSIONNEL À CHAQUE INTERROGATION

	Votre situation actuelle vous convient :		Optimiste sur l'avenir professionnel :	
	en emploi	dans une autre situation	en emploi	dans une autre situation
Hommes				
3e interro.	75%	43%	86%	70%
5e interro.	79%	31%	80%	60%
7e interro.	80%	30%	80%	59%
10e interro.	84%	28%	74%	50%
Femmes				
3e interro.	72%	47%	81%	63%
5e interro.	79%	44%	78%	59%
7e interro.	79%	44%	79%	57%
10e interro.	82%	51%	71%	51%
Ensemble				
3e interro.	73%	46%	83%	66%
5e interro.	79%	39%	79%	60%
7e interro.	80%	39%	80%	58%
10e interro.	83%	44%	73%	51%

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq.
 Champ : ensemble de la Génération.

Avec l'âge, la situation familiale influence également de plus en plus les priorités. Ainsi, les jeunes aspirent de plus en plus souvent à ménager leur vie hors travail, davantage que trouver ou conserver un emploi stable ou améliorer leur situation professionnelle. En 2008, 37 % des femmes et 28 % des hommes ont cette priorité. L'objectif d'amélioration de la situation professionnelle est à cette date le plus marqué chez les hommes (35 % contre 23 % chez les femmes). Bien sûr, les préférences exprimées dépendent de la situation professionnelle : en 2008, 71 % des chômeurs et 60 % des personnes en formation ou reprise d'études ont pour objectif de trouver ou conserver un emploi stable.

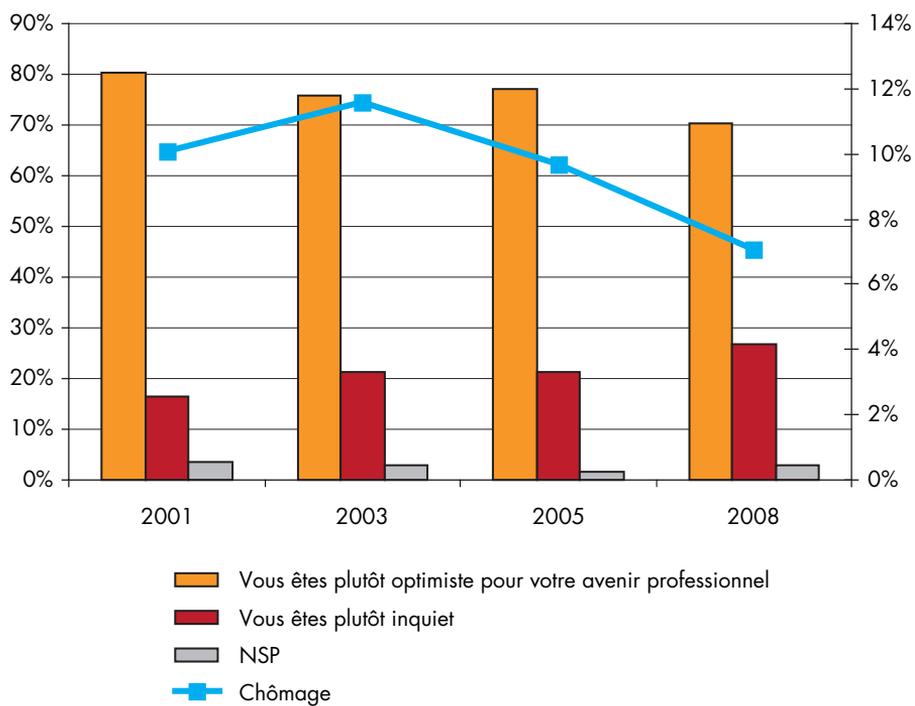
Il existe également une relation entre la situation du conjoint et les priorités professionnelles. Ainsi, lorsque le conjoint est au chômage, les jeunes souhaitent d'abord trouver ou conserver un emploi stable (44 %). Lorsque le conjoint fait des études, les hommes souhaitent en premier lieu améliorer leur situation professionnelle (43 %), et les femmes trouver ou conserver un emploi stable (64 %). Idem pour les hommes (42 %) lorsque le conjoint est au foyer, tandis que la priorité des femmes est alors de ménager leur vie hors travail (56 %).

Lorsque dans le couple la femme gagne mieux sa vie, elle cherche plus souvent à ménager sa vie extraprofessionnelle (47 %), alors que son conjoint, lui, veut améliorer sa situation professionnelle (41 %).

La satisfaction et les perspectives des individus sont également corrélées à leurs trajectoires. Ainsi, entre leur premier emploi et celui occupé dix ans après leur sortie de formation, les personnes promues ou déclassées ont davantage à cœur d'améliorer leur situation professionnelle. L'évolution du salaire entre le premier emploi et celui occupé en 2008 a aussi son importance. Par rapport aux individus ayant connu une évolution salariale peu favorable, ceux qui montrent les progressions les plus importantes sont plus souvent satisfaits de leur situation (88% contre 80% pour les premiers) et optimistes sur leur avenir professionnel (77% contre 69% pour les premiers).

Il est intéressant de remarquer l'évolution contraire entre taux de chômage et inquiétude des jeunes face à l'avenir (Figure 8). Les jeunes sont globalement plus inquiets en 2008 (27 %) qu'ils ne l'étaient trois ans après la fin de leurs études, soit en 2001 (16 %). L'inquiétude des jeunes semble donc davantage liée au contexte macroéconomique global, défavorable depuis 2001, plus qu'à l'évolution de la situation moyenne de la cohorte. Ce sont toutefois les plus exposés au risque de chômage, c'est-à-dire les jeunes sans diplômes, qui déclarent être les plus inquiets quant à leur avenir professionnel (Tableau 16 en annexe).

Figure 8
INQUIÉTUDE ET TAUX DE CHÔMAGE



Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.
Champ : ensemble de la Génération.

Conclusion

Malgré un contexte macroéconomique peu favorable sur le marché du travail, les jeunes de la Génération 98 voient leur taux de chômage baisser entre 1998 et 2008 ; leur sentiment de satisfaction s'améliore mais leur inquiétude demeure, notamment à l'approche de la récession économique de fin 2008. Près de 90 % des jeunes de cette Génération travaillent en 2008, principalement un CDI, et sont stables dans l'emploi depuis environ cinq ans et demi. Ces indicateurs calculés avec du recul atténuent les messages alarmistes véhiculés par la focalisation sur le taux de chômage d'une tranche d'âge ou sur des enquêtes relatives au premier emploi.

Pour autant, certains restent en situation difficile. Les moins armés d'entre eux face au marché du travail, sont ceux qui n'ont pas obtenu de diplôme à la fin de leur scolarité. S'il est une conclusion qui perdure, c'est bien celle-ci : le diplôme reste un facteur de protection contre le chômage, même après dix ans de vie active. En effet, en 2008, le taux de chômage des non diplômés est de 21 %, sept fois plus que celui des diplômés de l'enseignement supérieur, qui est lui-même très inférieur au taux de chômage de la population active (7,9 %, source Insee).

La stabilité dans l'emploi qui caractérise la Génération 98 ne signifie pas pour autant qu'elle ne connaît pas d'évolution professionnelle. La mobilité interne et externe à l'entreprise, bien que fléchissant, permet aux jeunes de progresser dans l'emploi, puisque l'on constate une élévation générale des niveaux d'emploi. Après dix années de vie active, 41 % des jeunes en emploi occupent des positions de cadre ou de profession intermédiaire. Les évolutions professionnelles se répercutent sur les progressions salariales. En 2001, les jeunes en emploi percevaient un salaire médian mensuel de 1 090 euros, celui-ci étant de 1 416 euros en 2008¹⁰. Cela montre des rythmes de progression salariale soutenus, globalement supérieurs à celui de l'ensemble des actifs occupés.

Ces différents indicateurs concourent à donner une image positive de l'intégration des jeunes sur le marché du travail. Après l'insertion professionnelle et les débuts de carrières, les jeunes de la Génération 98 aspirent de plus en plus à ménager leur vie hors travail, notamment parmi les jeunes femmes. La construction de la famille modifie la situation au travail, surtout pour les femmes, et affecte en conséquence leurs perspectives professionnelles. L'observation d'une Génération sur dix années de vie active montre bien, pour les femmes, un infléchissement dans la participation au marché du travail, et pour les hommes, un ajustement de leurs priorités professionnelles.

¹⁰ En euros constants, base 2001.

Références bibliographiques

- Amossé T. (2003) « Interne ou externe, deux visages de la mobilité professionnelle », *Insee-Première*, n°921.
- Béret P. (2009) « Formation continue, salaires et transformations des marchés internes », *Travail et Emploi*, 117, p. 67-80.
- Bruyère M., Lemistre P. (2009), « Statuts d'emploi, ancienneté et sécurité des parcours », in *L'ancienneté professionnelle à l'épreuve de la flexicurité*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, p. 117-138.
- Céreq (2002), *Quand l'école est finie... Premiers pas dans la vie active de la Génération 98*, Marseille, Céreq.
- Céreq (2004), Génération 2001. S'insérer lorsque la conjoncture se dégrade, Céreq, *Bref*, n° 214.
- Céreq (2005), D'une génération à l'autre... Les effets de la formation initiale sur l'insertion, Céreq, *Bref*, n° 222.
- Céreq (2006), Les sept premières années de vie active de la Génération 98. Entre insertion et débuts de carrière, Céreq, *Bref*, n° 234.
- Céreq (2007), *Quand la carrière commence... Les sept premières années de vie active de la Génération 98*, Marseille, Céreq.
- Céreq (2008), Génération 2004, des jeunes pénalisés par la conjoncture, Céreq, *Bref*, n° 248.
- Dupray A., Recotillet I. (2009), « Mobilités professionnelles et cycle de vie », *Economie et Statistique*, n° 423, p.31-58.
- Guégnard C. (2008) « Comment se manifeste l'effet de conjoncture ? », in *Les relations formation-emploi en 55 questions*, Dunod, p.224-229.
- Insee (2001), « Nuages à l'Ouest », *Note de conjoncture*, mars 2001.
- Insee (2001), « L'automne au ralenti », *Note de conjoncture*, octobre 2001.
- Insee (2005), « Retour vers la croissance tendancielle », *Note de conjoncture*, décembre 2005.
- Insee (2006), « L'économie française remonte le terrain », *Note de conjoncture*, juin 2006.
- Insee (2007), « Onde de choc amortie », *Note de conjoncture*, décembre 2007.
- Insee (2008), « Récession », *Note de conjoncture*, décembre 2008.
- Lemistre P., Plassard J.-M. (2002), « Stratégie de mobilité et rendements de l'ancienneté en France », *Economie et Prévision* 2002/4, n° 155, p. 45-60.

Tableaux détaillés complémentaires

Tableau 8

ANCIENNETÉ PAR SITUATION PROFESSIONNELLE, EN 2008 (EN MOIS EN MOYENNE)

	Non diplômés	Diplômés du secondaire	Diplômés du supérieur	Ensemble
Ancienneté continue dans l'emploi	76	92	102	94
Ancienneté en EDI	66	79	93	84
Ancienneté au chômage	39	22	26	30
Ancienneté en inactivité	46	34	28	36
Nombre d'employeurs	3,9	3.5	2.8	3.3

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

Champ : ensemble de la Génération.

Tableau 9

NOMBRE DE PÉRIODES DE CHÔMAGE SUR 10 ANS SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE DIPLÔME AGRÉGÉ

	Non diplômés	Diplômés du secondaire	Diplômés du supérieur	Ensemble
Nombre de périodes de chômage				
0	23,8%	40,4%	49,7%	41,5%
1	23,0%	25,9%	27,4%	26,1%
2	18,4%	14,3%	12,7%	14,3%
3	15,4%	9,2%	5,2%	8,6%
4	7,6%	4,6%	2,5%	4,3%
5	5,5%	2,6%	1,3%	2,5%
Plus de 5	6,3%	3,0%	1,3%	2,9%

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

Champ : ensemble de la Génération.

Tableau 10

NOMBRE DE MOIS DE CHÔMAGE SUR 10 ANS, SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE DIPLÔME AGRÉGÉ

	Non diplômés	Diplômés du secondaire	Diplômés du supérieur	Ensemble
Moins de 6 mois	14	31	42	31
6 - 12 mois	12	20	22	20
12 - 24 mois	21	21	19	20
24 - 36 mois	13	12	8	11
3 - 5 ans	17	10	5	10
Plus de 5 ans	23	6	3	8

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

Champ : Ensemble de la Génération 98 qui a été au moins une fois en situation de chômage, soit 58,5% de la Génération.

Tableau 11

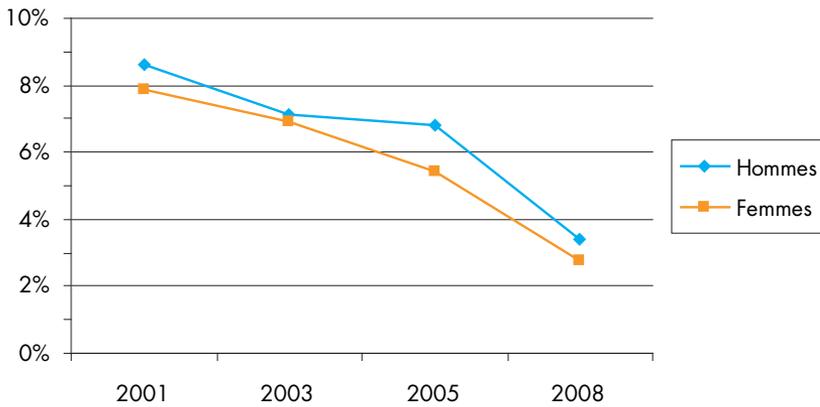
NOMBRE DE MOIS DE CHÔMAGE SUR 10 ANS, SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE DIPLÔME

	Non diplômés	Cap-Bep	Bac pro. techno.	Bac général	Bac+2	Second cycle	3e cycle et écoles	Ensemble
Moins de 6 mois	14	30	34	26	45	32	45	31
6 - 12 mois	12	17	22	24	22	24	26	20
12 - 24 mois	21	22	20	21	17	22	16	20
24 - 36 mois	13	11	12	12	8	10	6	11
3 - 5 ans	17	12	9	11	5	7	5	10
Plus de 5 ans	23	9	3	6	3	4	2	8

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

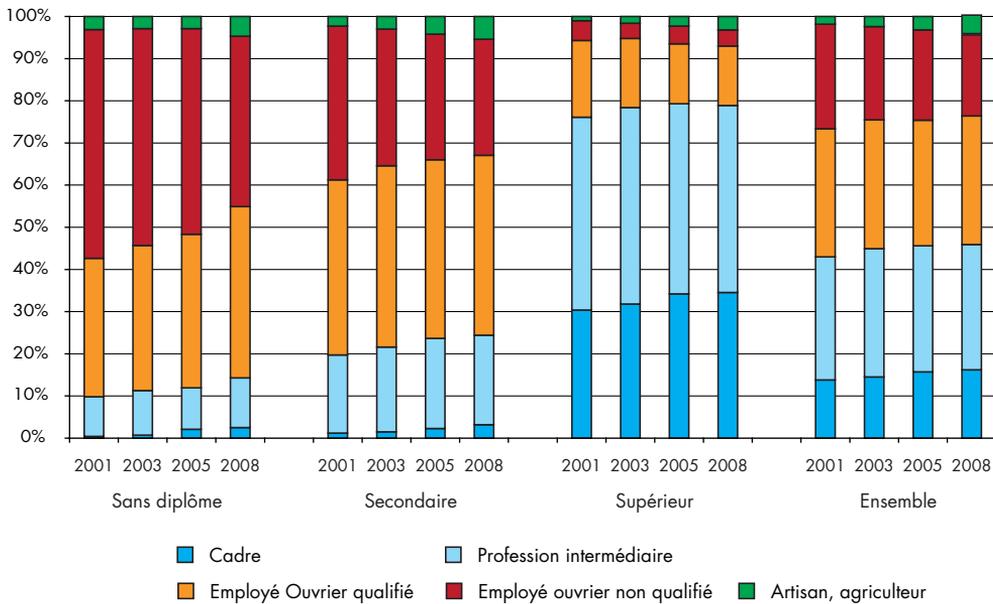
Champ : Ensemble de la Génération 98 qui a été au moins une fois en situation de chômage, soit 58,5% de la Génération.

Figure 9
TAUX DE DÉCLASSEMENT SUR DIX ANS, PAR SEXE



Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.
Champ : ensemble de la Génération ayant occupé au moins un emploi.

Figure 10
RÉPARTITION DES CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES OCCUPÉES SUR DIX ANS, PAR NIVEAU DE DIPLÔME



Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.
Champ : ensemble de la Génération ayant occupé au moins un emploi.

Tableau 12
SALAIRES MÉDIANS DE LA GÉNÉRATION 98 À DIX ANS

	Salaires médians en euros (déflatés, indice base 2001)			
	en emploi 2001	en emploi 2003	en emploi 2005	en emploi 2008
Ensemble (non corrigé de l'inflation)	1 090	1 220	1 355	1 507
Ensemble (corrigé de l'inflation - base 2001)	1 090	1 171	1 301	1 416
Secteur privé	1 074	1 151	1 280	1 409
Secteur public	1 123	1 244	1 344	1 466
Temps plein	1 143	1 226	1 344	1 497
Temps plein secteur privé	1 123	1 199	1 344	1 489
Temps plein secteur public	1 159	1 261	1 377	1 503
Hommes à temps plein dans le secteur privé	1 156	1 247	1 408	1 578
Femmes à temps plein dans le secteur privé	1 065	1 125	1 248	1 315
Hommes à temps plein dans le secteur public	1 189	1 302	1 440	1 597
Femmes à temps plein dans le secteur public	1 143	1 247	1 344	1 409

suite Tableau 12

SALAIRES MÉDIANS DE LA GÉNÉRATION 98 À DIX ANS, ÉVOLUTIONS ET TAUX DE CROISSANCE

	Évolutions (en %)		
	2003/2001	2005/2003	2008/2005
Ensemble (non corrigé de l'inflation)	11,9	11,1	11,2
Ensemble (corrigé de l'inflation - base 2001)	7,4	11,1	8,8
Secteur privé	7,2	11,2	10,1
Secteur public	10,8	8,0	9,1
Temps plein	7,3	9,6	11,4
Temps plein secteur privé	6,8	12,1	10,8
Temps plein secteur public	8,8	9,2	9,2
Hommes à temps plein dans le secteur privé	7,9	12,9	12,1
Femmes à temps plein dans le secteur privé	5,6	10,9	5,4
Hommes à temps plein dans le secteur public	9,5	10,6	10,9
Femmes à temps plein dans le secteur public	9,1	7,8	4,8

	Taux de croissance annuels moyens (en %)		
	2001-2003	2003-2005	2005-2008
Ensemble (non corrigé de l'inflation)	5,8	5,4	3,6
Ensemble (corrigé de l'inflation - base 2001)	3,6	5,4	2,9
Secteur privé	3,5	5,5	3,3
Secteur public	5,2	3,9	2,9
Temps plein	3,6	4,7	3,7
Temps plein secteur privé	3,3	5,9	3,5
Temps plein secteur public	4,3	4,5	3,0
Hommes à temps plein dans le secteur privé	3,9	6,3	3,9
Femmes à temps plein dans le secteur privé	2,8	5,3	1,8
Hommes à temps plein dans le secteur public	4,6	5,2	3,5
Femmes à temps plein dans le secteur public	4,5	3,8	1,6

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

Champ : ensemble de la Génération ayant occupé au moins un emploi.

Tableau 13

ESTIMATION DU CHANGEMENT D'EMPLOYEUR SUR LA CROISSANCE DU SALAIRE, MODÈLE DE PANEL
HAUSMAN-TAYLOR

	Logarithme du salaire mensuel
A été au chômage entre deux interrogations	-0,0740***(-15,24)
A un enfant à la date d'interrogation	0,0205*** (3,69)
Vit en couple à la date d'interrogation	0,0651***(11,44)
Vit chez ses parents à la date d'interrogation	0,0500*** (7,23)
Ancienneté dans l'entreprise	0,00318***(25,24)
Ancienneté au carré dans l'entreprise	0,00000135(1,33)
Nombre de changements d'employeur entre deux interrogations	0,0826***(33,75)
Homme (Ref. Femme)	0,242***(53,56)
Niveau de diplôme en 1998	0,129***(22,72)
Constante	6,163***(259,77)
N (nombre d'individus-années)	43 148
N (nombre d'individus)	10 904

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

Champ : ensemble de la Génération ayant occupé au moins un emploi.

Tableau 14

PROPORTION DE JEUNES QUI ONT CHANGÉ D'EMPLOYEUR PAR NIVEAU DE DIPLÔME

	Ils ont changé d'employeur entre 1998 et 2001 (%)	Ils ont changé d'employeur entre 2005 et 2008 (%)
Sans diplôme	63,1	42,9
Diplômés du secondaire	64,6	31,1
Cap, Bep	65,1	32,7
Bac pro./techno.	61,5	27,9
Bac général	72,7	35,1
Diplômés du supérieur	55,9	24,2
Bac+2	61,2	23,4
Second cycle	52,3	23,0
3e cycle et grandes écoles	48,7	27,6
Ensemble	60,9	30

Source : Céreq, Génération 98, Interrogation de 2008.

Champ : ensemble de la Génération ayant occupé au moins un emploi.

Tableau 15

MODÉLISATION PAR UN MODÈLE DE RÉGRESSION LOGISTIQUE MULTINOMIAL DE LA PROBABILITÉ D'ÊTRE EN EMPLOI À TEMPS PARTIEL OU TEMPS PLEIN CHEZ LES FEMMES PAR RAPPORT À LA PROBABILITÉ D'ÊTRE INACTIVE

		Coeff
Temps partiel		
Niveau de diplôme	Non diplômés (Réf)	
	Diplômés du secondaire	-0,296
	Diplômés du supérieur	0,023
Mode de cohabitation	En couple (Réf)	
	Seule	-0,389
	Chez les parents	0,325
Présence d'un enfant de moins de 3 ans	Non (Réf)	
	Oui	-0,579 ***
Présence d'un enfant de plus de 3 ans	Non (Réf)	
	Oui	0,648 ***
Nombre de mois passés en emploi		0,043 ***
Temps plein		
Niveau de diplôme	Non diplômés (Réf)	
	Diplômés du secondaire	-0,01
	Diplômés du supérieur	0,369
Mode de cohabitation	En couple (Réf)	
	Seule	0,205
	Chez les parents	-0,324
Présence d'un enfant de moins de 3 ans	Non (Réf)	
	Oui	-1,579***
Présence d'un enfant de plus de 3 ans	Non (Réf)	
	Oui	-0,463 **
Nombre de mois passés en emploi		0,053 ***
Pseudo R2=0,239		

*** = significatif à 0,001 ; ** = significatif à 0,01 ; * = significatif à 0,05. Le pseudo-R2 permet d'estimer le pouvoir explicatif du modèle.

Tableau 16

SENTIMENT D'INQUIÉTUDE EN 2008 PAR NIVEAU DE FORMATION

	Niveau de formation			Total
	Sans diplôme	Secondaire	Supérieur	
Vous êtes plutôt optimiste pour votre avenir professionnel	63%	72%	71%	70%
Vous êtes plutôt inquiet	33%	26%	25%	27%
Ne sait pas	4%	2%	4%	3%
Total	100%	100%	100%	100%

Champ : ensemble de la Génération 1998.

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq.

Tableau 17
Taux de chômage par niveau de diplôme et genre, à chaque date d'interrogation

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	Au terme de la											
	3e	5e	7e	10e	3e	5e	7e	10e	3e	5e	7e	10e
	année sur le marché du travail											
Sans diplôme	17,9	24,1	19,5	16,5	36,3	40,2	35,3	28,1	24,3	29,9	25,3	20,6
CAP-BEP	7,7	9,4	6,7	4,1	17,9	15,8	13,5	11,4	11,9	12,1	9,5	7,1
Bac professionnel, technologique	4,9	5,5	5,5	3,3	9,8	10	9,6	6,8	7,3	7,6	7,6	5
Bac général	11,4	14	6,6	8,3	16,2	18,4	13,1	10,5	14	16,5	10,3	9,5
Bac+2	3,7	5,8	3,9	1,8	5,1	4,7	5,6	4,2	4,5	5,2	4,8	3,1
Second cycle	4,7	5,4	4,5	1,7	7,2	7,4	6,7	3,8	6,2	6,6	5,8	2,9
Troisième cycle et écoles	4,9	5,5	2,8	2,6	4,5	7	5,9	1,9	4,8	6,2	4,2	2,3

Champ : ensemble des actifs à la date d'interrogation concernée
 Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq

Figure 11

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES EN 2008 DES
JEUNES SANS DIPLÔME

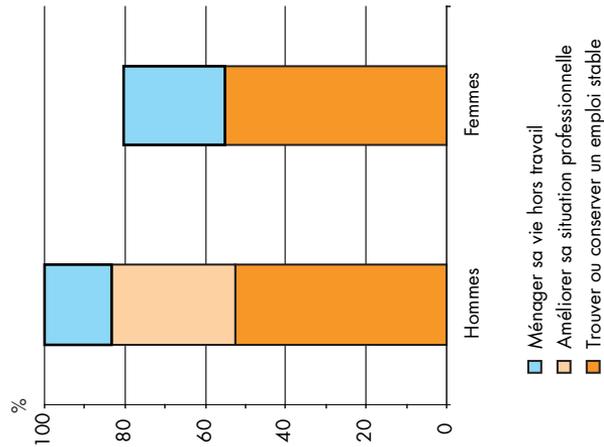


Figure 12

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES EN 2008 DES
JEUNES DIPLÔMÉS DU SECONDAIRE

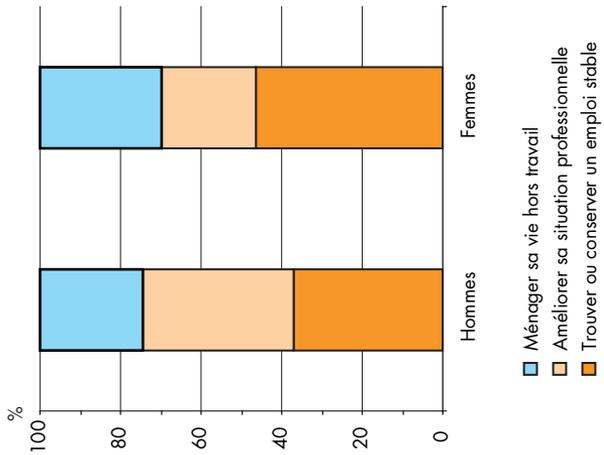
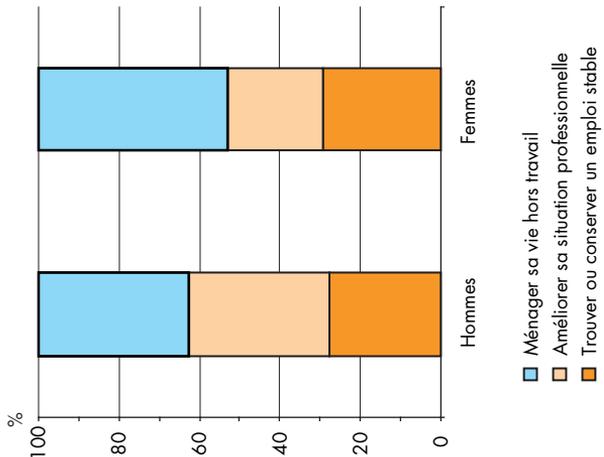


Figure 13

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES EN 2008 DES
JEUNES DIPLÔMÉS DU SUPÉRIEUR



Sources : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq. Champ : ensemble de la Génération 1998.

Tableau 18

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES EN 2008 DES HOMMES ET DES FEMMES SELON LA PRÉSENCE D'ENFANTS

<i>Perspectives</i>	Hommes		Femmes	
	A au moins un enfant	N'a pas d'enfant	A au moins un enfant	N'a pas d'enfant
Trouver ou conserver un emploi stable	34%	39%	38%	45%
Améliorer sa situation professionnelle	36%	35%	20%	28%
Ménager sa vie hors travail	30%	26%	42%	27%
Ensemble	100%	100%	100%	100%

Source : enquête « Génération 1998 », interrogation de 2008, Céreq.
 Champ : ensemble de la Génération 1998.

Les Notes du
Céreq

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LES QUALIFICATIONS

www.cereq.fr

10, place de la Joliette,
BP 21321,
13567 Marseille cedex 02
Tél. 04 91 13 28 28
Fax 04 91 13 28 80

Imprimé par le
Céreq
Marseille
Dépôt légal
2^e trimestre 2011
ISBN : 978-2-11-098150-9
ISSN : 1764-4054

Prix : 10 €